



# Tardieu, Flandin, Reynaud, Mandel

## Un quadrille modéré dans les années 1930

Jean-Félix de Bujadoux

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE** 2011/1 n° 15 , PAGES 144 À 161  
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1768-6520

DOI 10.3917/parl.015.0144

Date de mise en ligne : 23/03/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2011-1-page-144?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

[Varia]

# Tardieu, Flandin, Reynaud, Mandel. Un quadrille modéré dans les années 1930

**Jean-Félix de Bujadoux**

Conseiller auprès du Président de l'Assemblée nationale  
jfdebujadoux arobase assemblee-nationale. fr

À la prison du Portalet en 1941, Paul Reynaud interroge Georges Mandel sur Pierre-Étienne Flandin : « Comment expliquez-vous qu'un homme intelligent et cultivé qui tient brillamment la tribune, se soit trompé sur tous les problèmes d'entre les deux guerres ? - Parce que vous étiez d'un avis contraire »<sup>1</sup> répond Mandel. En décembre 1935, André Tardieu écrit à Reynaud : « Cela me fait grand peine de voir que nous ne nous entendons plus. Il n'y a pas en effet, au temps de notre accord, concours qui me fut plus cher que le vôtre. »<sup>2</sup> Le même Tardieu, en octobre 1938, après Munich, dénonce à propos de l'*appeasement*

---

<sup>1</sup> Paul Reynaud, *Mémoires*, t. 1, Paris, Flammarion, p. 382.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p 472.

« cette invraisemblable politique [...] qui est la négation de toute ma vie et qu'incarne présentement Flandin. »<sup>3</sup>

Quadrille, c'est le titre de la pièce de Sacha Guitry qui triomphe à Paris à l'automne 1937. Le quadrille, vieille danse française exécutée par deux couples se faisant face, est la figure qui illustre le mieux l'évolution de la famille modérée dans les années 1930. Tardieu, Reynaud, Flandin, Mandel : sur tous les problèmes de l'heure – rénovation politique, modernisation économique et sociale, réforme de l'État, alliances diplomatiques, politiques militaires – ces quatre brillantes individualités prennent position et cherchent à entraîner derrière elles la famille modérée.

Entre eux, les interactions – alliances privilégiées, affrontements féroces, part prise dans la chute de leurs gouvernements respectifs – sont permanentes. Leur quadrille structure toute l'évolution des modérés dans les années 1930.

## Aborder les années 1930, sur le chemin de la rénovation politique

L'accession d'André Tardieu à la présidence du Conseil en novembre 1929 marque l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération éprise de modernité, d'efficacité et de « réalisme ».

Tardieu fait figure de rénovateur. Il est de longue date préoccupé de restaurer l'État, en renforçant le pouvoir exécutif. Ce qui implique de revenir sur le « parlementarisme absolu », faisant primer la délibération parlementaire au sein des institutions depuis 1879. Les gouvernements successifs sont d'abord le résultat de combinaisons parlementaires fluctuantes, contraires, parfois même, aux volontés exprimées par les électeurs. Tardieu veut rompre avec cette conception du « gouvernement parlementaire »<sup>4</sup>, rendre à l'électeur sa souveraineté confisquée par les assemblées dans le choix des gouvernants. Dans une véritable « démocratie du suffrage »<sup>5</sup>, il veut « faire coïncider la majorité dans la Chambre avec la majorité dans le pays. »<sup>6</sup>

La notion de « majorité de gouvernement » est au cœur de la pratique gouvernementale de Tardieu. Il conçoit, initialement, le champ de « sa » majorité de la droite conservatrice aux Radicaux non cartellistes, tous élus ensemble en 1928 sur le soutien à Poincaré. Or, les

<sup>3</sup> François Monnet, *Refaire la République, André Tardieu, une dérive réactionnaire*, Paris, Fayard, 1993, p. 499.

<sup>4</sup> Nicolas Roussellier, *Le Parlement de l'éloquence*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997, p. 279.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 281.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 201.

Radicaux qui ont quitté le gouvernement à l'automne 1928 refusent les portefeuilles offerts par Tardieu, malgré un programme d'action proche de leurs idées. Au contraire, ils le considèrent comme le « chef des droites », l'ennemi à abattre parce qu'il refuse de former avec eux un gouvernement de concentration, excluant la droite conservatrice.

Pendant une année, Tardieu va s'attacher à garantir la cohésion de « sa » majorité. Exerçant un véritable *leadership* personnalisé, il réunit régulièrement les chefs des groupes de la majorité, au grand dam de la gauche qui dénonce cette « délégation des droites ». Tardieu utilise fréquemment la question de confiance pour consolider la majorité. Tenant d'une « démocratie d'adhésion »<sup>7</sup>, il s'adresse régulièrement au pays à travers de grands discours en province retransmis par la TSF. La gauche choquée par cette volonté de supprimer la médiation parlementaire, dénonce « l'homme au micro entre les dents ».

Deux autres outils s'offrent à Tardieu dans sa volonté de structurer durablement des majorités de gouvernement cohérentes et homogènes : les partis politiques et la loi électorale.

Présenté souvent comme partisan de la création d'un grand parti conservateur libéral, sur le modèle anglo-saxon, Tardieu s'est, en définitive, tout au long de sa carrière, peu intéressé aux partis politiques, affichant une méfiance instinctive à leur égard. Il les accuse d'instituer un « écran impénétrable » entre la « souveraineté du peuple » et « le pouvoir »<sup>8</sup>. Pourtant Tardieu a appuyé les efforts de son ami Henri de Kerillis, créateur, en 1927, du Centre de Propagande des Républicains Nationaux, premier organisme commun à toutes les droites, clairement conçu comme un embryon d'un grand parti unifié.

Adhérent épisodique de l'Alliance démocratique, Tardieu n'a jamais voulu prendre la tête du parti. Sa conception du rôle du « chef » l'incite peu à soumettre ses idées et actions aux votes de congrès ou de comités. Resté journaliste dans l'âme, il entend s'adresser directement à l'opinion, sans le filtre des partis, pour guider les citoyens sur le bon chemin.

Or, dans le « gouvernement d'opinion » auquel il aspire, les partis sont appelés à jouer un rôle dans l'expression du suffrage. Tardieu semble préférer la mise en place de machines électorales similaires aux partis américains. Il a pu observer de près le fonctionnement de ce « cadre de partis immuable et permanent » qu'il oppose à « la poussière volante qu'est notre organisation politique. »<sup>9</sup> Son modèle, le président

---

<sup>7</sup> Yves Weber, *Les Idées politiques d'André Tardieu*, Cahiers de la Faculté de Droit de Nancy, 1967, p. 95.

<sup>8</sup> André Tardieu, *Le Souverain captif*, Paris, Flammarion, 1936, p. 255.

<sup>9</sup> André Tardieu, *Devant l'obstacle, l'Amérique et nous*, Paris, Éditions Émile-Paul Frères, 1927, p. 50.

Théodore Roosevelt, a su conduire sa politique sans être « le prisonnier des groupements qui l'ont fait élire. »<sup>10</sup>

À l'inverse de Tardieu, ses ministres Reynaud et Flandin sont des thuriféraires du système partisan britannique.

Depuis son échec aux élections législatives de 1924, Reynaud, vice-président de l'Alliance démocratique, proche de Kerillis, a placé « le problème de l'action politique organisée au centre de [ses] préoccupations »,<sup>11</sup> tout comme Flandin. Leur affrontement scande l'histoire des congrès du parti, avec en point d'orgue celui de Dijon en mars 1929. Reynaud y plaide pour la constitution d'un grand parti conservateur libéral s'opposant au « parti révolutionnaire ». Réfutant cette théorie des « deux blocs », Flandin défend la formule traditionnelle de la « concentration républicaine » et la recherche d'un accord avec le parti radical-socialiste. Ses idées l'emportent auprès des militants du parti.

En 1931, Georges Mandel, qui préside la commission du suffrage universel de la Chambre, propose une réforme, soutenue par Tardieu, pour l'élection des députés. Partisan lui aussi d'un système bipolaire, il suggère de proclamer élus les candidats obtenant au moins 40 % des suffrages au premier tour. Le bloc des « républicains nationaux » se verrait consolidé, tandis que radicaux et socialistes, habitués à faire jouer la « discipline républicaine » au second tour, seraient incapables de présenter des candidats communs. À la Chambre, la « réforme Mandel » est confrontée à une violente obstruction de la gauche. Finalement adoptée, mais sur le principe d'un scrutin à un seul tour, elle est rejetée par le Sénat, bastion radical-socialiste.

Tardieu est aussi déterminé à conduire une vigoureuse action de modernisation du pays, inspirée par les propositions de mouvements technocratiques comme le Redressement français<sup>12</sup> d'Ernest Mercier.

Dans sa déclaration politique, le 8 novembre 1929, il propose d'« essayer d'inaugurer une politique de prospérité »<sup>13</sup>. Il annonce un Plan d'outillage national, consacré à la modernisation des infrastructures, du secteur agricole et des grands équipements éducatifs et sanitaires, qui permettra d'« accélérer, d'une façon décisive, l'équipement de la nation »<sup>14</sup>, tout en stimulant la croissance.

<sup>10</sup> André Tardieu, *Notes sur les États-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1908, p. 204.

<sup>11</sup> Gilles Le Béguec, « Le Parti », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, t. 2, Paris, Gallimard, 1992, p. 14.

<sup>12</sup> Sur le Redressement français, Jean Garrigues, *Les Patrons et la politique*, Paris, Perrin, 2002, p. 123.

<sup>13</sup> André Tardieu, *L'Épreuve du pouvoir*, Paris, Flammarion, 1931, p. 34.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 25.

Conscient que l'État a le devoir de soutenir les producteurs et de protéger les salariés face aux mutations économiques, qu'il est le seul en mesure d'arbitrer les conflits sociaux, économiques, catégoriels qui traversent la société, Tardieu cherche à redéfinir les contours de « l'État moderne ». Il s'inspire des propositions néo-capitalistes visant à mieux intégrer les compétences économiques dans le travail législatif et gouvernemental. Le gouvernement Tardieu est le premier à soumettre un projet de loi, celui d'outillage national, au Conseil National Économique (CNE) créé en 1925. La commission des Finances de la Chambre utilisera pleinement ces travaux. Paul Reynaud, proche des milieux techniciens, est ministre des Finances. Tardieu nomme André François-Poncet sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, chargé de l'Économie nationale, pour élaborer « une nouvelle politique économique, qui ne serait ni socialiste, ni libérale et qui ferait une place à l'intervention de l'État »<sup>15</sup>, comme il l'indique le 5 novembre 1930 devant le CNE.

Confronté à une véritable obstruction parlementaire, le Plan d'outillage national ne sera adopté et mis en œuvre de manière éparse qu'en 1931, après la chute du gouvernement Tardieu, ce retard lui retirant cohérence et impact, au moment où la crise atteint la France. Parallèlement, le bilan social des gouvernements Tardieu est important : mise en œuvre des assurances sociales et de la loi Loucheur sur les habitations bon marché ; instauration de la retraite du combattant ; généralisation des allocations familiales ; gratuité de l'enseignement secondaire ; création du ministère de la Santé publique.

Tardieu constitue « un véritable relais entre un vieux libéralisme bourgeois plutôt industriel, attaché à l'idée d'une "économie équilibrée", préférant la stabilité à l'expansion, et un libéralisme libéré de ses réflexes malthusiens et converti aux impératifs de la croissance et de la compétition internationale. »<sup>16</sup> René Rémond va plus loin, considérant que « cet épisode de notre histoire économique est l'un maillon de la chaîne qui relie l'expansion du Second Empire et du gouvernement républicain au temps du plan Freycinet, aux projets technocratiques de Vichy et à la grande entreprise de modernisation dans laquelle la France s'est engagée après 1945. »<sup>17</sup> Mais c'est d'abord en politique que Tardieu, peu féru des questions économiques, met en œuvre son projet, susceptible de rallier les plus modernistes des radicaux.

Redevenu chef du gouvernement à la veille des élections législatives de mai 1932, Tardieu conduit la campagne tambour battant. Pour la

<sup>15</sup> Cité par Richard Kuisel, *Le Capitalisme et l'État en France*, Paris, Gallimard, 1984.

<sup>16</sup> François Monnet, *op. cit.*, pp. 541-542.

<sup>17</sup> René Rémond, *Notre siècle*, Paris, Fayard, 1988, p. 123.

première fois, un président du Conseil se pose en chef de la majorité sortante à travers de grands discours, également radiodiffusés. Autre innovation, les ministres sont mobilisés pour relayer sa parole. Reynaud « fut celui qui s'engagea le plus en avant dans cette nouvelle voie. »<sup>18</sup> La gauche, unanime, dénonce un retour aux candidatures officielles du Second Empire.

Effet de la crise économique ou adhésion renouvelée des électeurs au « modèle républicain », la majorité de Tardieu est nettement battue, n'obtenant que 259 sièges contre 334 pour les gauches. Pourtant, le cartel électoral entre radicaux et socialistes ne peut se transformer en majorité durable. Divisée en trois blocs, la nouvelle Chambre est promise à l'instabilité.

Au premier jour de la législature, Tardieu cherche à se poser en chef d'une minorité à l'anglaise. Prenant la tête du groupe des Républicains de Gauche, il interpelle vigoureusement le nouveau gouvernement. Cependant, avec Flandin, 34 députés du groupe préfèrent saluer la ligne centriste d'Herriot par une bienveillante abstention, comme la moitié des députés de l'ancienne majorité. Tardieu forme alors avec Reynaud et 32 autres députés un nouveau groupe, le Centre Républicain, traduisant l'éparpillement de la centaine de députés affiliés à l'Alliance entre trois groupes distincts.

## Tardieu et Flandin : deux idées de la République

Tardieu affaibli, Flandin apparaît comme l'un des acteurs importants de la nouvelle législature, « assurément promise, vu le désaccord des gauches, à la concentration des centres. »<sup>19</sup> Sa position est encore renforcée quand il accède, au début de 1933, à la présidence de l'Alliance démocratique que Tardieu, pressenti, a expressément refusée.

Convaincu qu'une pratique gouvernementale rénovée ne suffira pas à rééquilibrer les institutions, Tardieu veut garder les mains libres pour engager une campagne d'opinion en faveur de la révision des lois constitutionnelles de 1875<sup>20</sup>. Il veut doter l'exécutif de nouvelles armes : la possibilité pour le président du Conseil d'obtenir la dissolution de la Chambre sans l'accord préalable du Sénat, le retrait de l'initiative des députés en matière de dépenses et le référendum consultatif. Autant que le fond de ces propositions, c'est la forme prise par cette « croisade

<sup>18</sup> Thibaut Tellier, *Paul Reynaud, un indépendant en politique*, Paris, Fayard, 2005, p. 165.

<sup>19</sup> François Monnet, *op. cit.*, p 242.

<sup>20</sup> Nicolas Roussellier, « André Tardieu et la crise du constitutionnalisme libéral 1933-1934 », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, janvier 1989, pp. 57-70.

révisionniste »<sup>21</sup>, par-dessus le Parlement, qui heurte les caciques du régime.

À l'instar de Poincaré, beaucoup de modérés estiment qu'une simple révision du règlement des chambres suffirait pour renforcer l'exécutif. C'est la position de Flandin, surtout attaché, au cours de l'année 1933, à transformer l'Alliance démocratique en parti politique moderne et discipliné.

Cette modernisation structurelle porte, pourtant, un projet fondé sur un « modèle politique anachronique »<sup>22</sup>. La doctrine de l'Alliance fait référence à « un passé idéalisé et érigé en dogme »<sup>23</sup>, à un âge d'or situé au début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle met en avant la défense du régime représentatif, des classes moyennes, de la propriété privée et des petits entrepreneurs, en dénonçant le collectivisme et les abus du capitalisme. Pour Flandin, la défense de ce modèle passe par la constitution d'un fort parti central, ennemi de la réaction et de la révolution, issu du rapprochement de l'Alliance et du Parti Radical, « les deux fractions du parti républicain »<sup>24</sup>.

À la Chambre, Flandin attend l'heure de la « concentration républicaine » esquissée par Camille Chautemps en décembre 1933, tandis que, suppléant Tardieu à la tête du Centre Républicain, Reynaud mène la bataille contre les cabinets radicaux, réclamant de nouvelles élections.

Le 6 février 1934 bouleverse totalement la donne. Tardieu devient ministre d'État d'un gouvernement Doumergue d'union nationale, qui doit, notamment, conduire la réforme de l'État. Le 15 mars, la Chambre crée une commission *ad hoc* présidée par le radical Paul Marchandea. Reynaud y fait adopter la restauration du droit de dissolution sans préalable et la limitation de l'initiative budgétaire des députés. Doumergue tempore, voulant étudier lui-même la question. Le moment était pourtant propice. Le 9 mai, l'Alliance de Flandin a adopté un manifeste, reprenant les idées de Tardieu. La Fédération républicaine leur est largement favorable, comme une partie des radicaux.

Le 31 mai, la Chambre débat d'une proposition de loi socialiste sur la représentation proportionnelle. Tardieu et Reynaud sont favorables à ce mode de scrutin qui doit inciter les droites à s'unir dans un grand parti et libérer les radicaux les plus modérés de la pression socialiste. Par 288 voix, dont celle de Mandel et de tous les députés radicaux

---

<sup>21</sup> François Monnet, *op. cit.*, p. 237.

<sup>22</sup> François Audigier, « L'Alliance démocratique de 1933 à 1937 ou l'anachronisme en politique », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, juillet-septembre 1995, p. 154.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 156.

<sup>24</sup> Pierre-Étienne Flandin, *Paix et Liberté*, Paris, Flammarion, 1938, p. 11.

attachés au scrutin majoritaire, contre 277, la discussion immédiate est repoussée. C'est la première défaite du révisionnisme, alors que Reynaud souhaitait que s'enclenche une dynamique : réforme électorale, dissolution et révision.

À l'automne 1934, Doumergue présente ses projets inspirés des idées de Tardieu. Blum, « attaché à discréditer Doumergue aux yeux des Radicaux »<sup>25</sup>, dénonce un condensé de « toutes les formes de réaction et d'autocratie contre lesquelles les républicains luttent depuis plus d'un siècle. »<sup>26</sup> Herriot répugne, cependant, à provoquer une crise ministérielle. Le 4 novembre, Flandin lui offre l'occasion qu'il attendait. Au congrès de son parti, à Arras, il lance des offres d'alliance aux radicaux. À la rentrée parlementaire, Mandel, qui s'est lui aussi rapproché d'Herriot, attise les craintes de ses collègues sur les projets de Doumergue, annonçant une dissolution imminente de la Chambre. Le gouvernement impose le 8 novembre. Flandin constitue un nouveau cabinet d'union nationale faisant la part belle aux radicaux. Mandel devient ministre. Tardieu quitte définitivement le pouvoir.

Georges Wormser, son directeur de cabinet, décrit Mandel « mû par ses convictions d'une fidélité nécessaire aux lois organiques de 1875. »<sup>27</sup> Pour Mandel, attaché au parlementarisme traditionnel, la constitution n'a pas empêché des hommes d'État tels Waldeck-Rousseau, Clemenceau et Poincaré de gouverner. Flandin est tout autant attaché aux lois de 1875. Il les défendra jusqu'au bout en juillet 1940, à Vichy.

Dès sa déclaration politique du 13 novembre 1934, Flandin abandonne tout projet de révision constitutionnelle. Admettant la nécessité d'un rééquilibrage entre gouvernement et Parlement, il le circonscrit au cadre existant.

La loi de Finances du 23 décembre 1934 et un décret du 31 janvier 1935 organisent la présidence du Conseil pour garantir la prééminence du chef du gouvernement. Une résolution parlementaire du 22 janvier 1935 réforme le Règlement de la Chambre, introduisant « un certain nombre de mesures orthopédiques destinés à prémunir l'autorité gouvernementale »<sup>28</sup>. Cette résolution « représente une tentative majeure d'organisation et de rationalisation de la délibération parlementaire [...] elle marquait l'avènement d'un parlementarisme dirigé qui privilégiait le rôle des partis et le pouvoir ministériel. »<sup>29</sup>

<sup>25</sup> Jean Gicquel et Lucien Sfez, *Problème de la réforme de l'État en France depuis 1934*, Paris, PUF, 1965, p. 109.

<sup>26</sup> *Le Populaire*, 25 octobre 1934.

<sup>27</sup> Georges Wormser, *Georges Mandel, l'homme politique*, Paris, Plon, 1967, p. 155.

<sup>28</sup> Jean Gicquel, *op. cit.*, p. 122.

<sup>29</sup> Nicolas Roussellier, « Gouvernement et Parlement dans l'entre-deux-guerres », dans

Flandin s'inscrit, en effet, parmi ceux qui ont voulu « passer d'un gouvernement parlementaire traditionnel à un gouvernement parlementaire modernisé fondé sur un système de partis discipliné. »<sup>30</sup> Pour lui, face aux exigences du temps, « l'individualisme électoral et parlementaire ne peuvent plus se maintenir longtemps. »<sup>31</sup> Aussi, « l'intermédiaire nécessaire des partis s'impose »<sup>32</sup> entre les citoyens et le gouvernement pour la prise de décision politique. « L'évolution des faits impose que la formation des majorités politiques soit de plus en plus transportée du plan électoral au plan parlementaire, les partis assumant la responsabilité de former ou de dénouer les coalitions. » Mais Flandin précise : « si l'on accepte cette intervention normale des partis dans l'État, il faut en contrepartie que l'État leur accorde les facilités pour exercer leur mission. Et c'est ainsi affirmer l'urgence de la réforme électorale et de la représentation proportionnelle. »<sup>33</sup> En définitive, la rénovation politique, conçue par Flandin, anticipe largement le système politique de la IV<sup>e</sup> République.

À l'inverse, la rénovation politique selon Tardieu<sup>34</sup> préfigure les institutions de la V<sup>e</sup> République dans leur version initiale (1958-1962), avant la réforme de l'élection du Président de la République au suffrage universel, sujet que Tardieu n'a jamais lui-même abordé. Le général de Gaulle connaissait bien les écrits de Tardieu, qu'il a médités, en particulier *La Réforme de l'État* publié en 1934<sup>35</sup>.

L'expérience de « concentration flandiniste »<sup>36</sup> dura peu, les alliances entre radicaux et modérés échouant notamment aux élections municipales de mai 1935. Le 30 mai, le cabinet Flandin est renversé. Reynaud est l'un des plus vigoureux interpellateurs du gouvernement, condamnant sa politique financière de déflation. Tardieu vote, également, contre le gouvernement. C'est l'un de ses derniers votes importants. Il ne se représente pas en 1936, souhaitant se consacrer au combat intellectuel pour la réforme des institutions. Sa dénonciation de la « profession parlementaire » est de plus en plus virulente, à l'instar des éditoriaux qu'il publie dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Gringoire*. Mais, Tardieu reste un républicain patriote.<sup>37</sup>

---

Serge Berstein et Odile Rudelle (dir.), *Le Modèle républicain*, Paris, PUF, 1992, p. 119.

<sup>30</sup> *Ibidem*, p. 126.

<sup>31</sup> Pierre-Étienne Flandin, *op. cit.*, p. 24.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>34</sup> Frédéric Rouvillois, *Les Origines de la V<sup>e</sup> République*, Paris, PUF, 1998, p. 103.

<sup>35</sup> Nicholas Wahl, « Introduction à une relecture », dans *Naissance de la V<sup>e</sup> République*, Paris, Presses de la FNPS, 1990, notes pp. XXI-XXII.

<sup>36</sup> Olivier Dard, *Les Années 30*, Paris, Le Livre de Poche, 1999, p. 86.

<sup>37</sup> François Monnet, *op. cit.*, p. 536.

## Face au péril extérieur, vers une recomposition politique

Dans la seconde moitié des années 1930, un reclassement de forces politiques s'opère. À l'opposition droite/gauche se substitue un nouveau clivage entre « pacifistes » et « bellicistes », fondé sur la politique étrangère. Il traverse toutes les formations, à commencer par l'Alliance démocratique, donnant un tour renouvelé aux affrontements au sein du quadrille.

Entre 1934 et 1936, les modérés, qui gouvernent avec les radicaux, cherchent à conduire une politique de redressement et de fermeté face au réarmement allemand, dénoncé par les clemencistes Tardieu et Mandel dès 1933. Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Doumergue relance une politique ambitieuse d'alliances, renforçant les liens avec les pays de la Petite Entente et engageant un rapprochement avec l'URSS et l'Italie fasciste.

Flandin et Laval au Quai d'Orsay, reprennent cette ligne à la fin de 1934. Le 15 mars, la Chambre débat du report à deux ans de la durée du service militaire. Paul Reynaud défend les théories du colonel de Gaulle en faveur de l'arme blindée, corollaire indispensable d'une diplomatie active. Au banc du gouvernement, Flandin, acquis aux conceptions défensives de la hiérarchie militaire, juge ce discours « idiot »<sup>38</sup>. Après le rétablissement du service militaire obligatoire par Hitler en violation du Traité de Versailles, Français et Italiens échouent, lors de la conférence de Stresa en avril 1935, à convaincre les Anglais de proposer à la SDN des sanctions économiques, voire militaires. Le 2 mai, le pacte franco-soviétique, négocié par Laval, est signé. Dépourvu de convention militaire et placé sous l'égide de la SDN, il est en deçà des souhaits initiaux de Barthou.

En l'espace d'une année, les événements remettent en cause les axes de cette politique, provoquant de premières fractures chez les modérés.

L'invasion de l'Éthiopie par l'Italie en octobre 1935 entraîne l'éclatement du « Front de Stresa ». Laval fait tout pour retarder l'adoption des sanctions réclamées par la Grande-Bretagne à la SDN, puis pour en limiter la portée. Pour Tardieu, pour Flandin, pour la majorité des modérés, c'est d'abord une « affaire coloniale » et la Grande-Bretagne ne poursuit que ses intérêts régionaux propres. À l'inverse, pour Reynaud, la position britannique marque, enfin, son adhésion à l'idéal de la SDN, rompant avec son « isolationnisme traditionnel ». Il le proclame à la tribune de la Chambre, le 27 décembre

<sup>38</sup> Paul Reynaud, *op. cit.*, p. 308.

1935, c'est « la victoire d'une idée française. »<sup>39</sup> Il revient donc à la France de « choisir entre l'Italie en rupture de pacte et l'Angleterre gardienne du pacte. »<sup>40</sup>

C'est la rupture entre Reynaud et Tardieu qui, avec Flandin, restera convaincus jusqu'en 1939 qu'il est possible de ramener l'Italie mussolinienne dans le camp anti-allemand comme en 1915. Le débat des 27 et 28 décembre 1935 marque le début d'une recomposition politique qui se concrétisera en mars 1940. La « constellation » parlementaire, qui s'oppose à la politique extérieure de Laval, associe des modérés, comme Reynaud, mais aussi Mandel, en sous main<sup>41</sup>, les démocrates populaires, les deux tiers des députés radicaux et les socialistes. C'est la même « constellation », en grande partie, qui donnera une courte majorité au cabinet Reynaud, le 22 mars 1940, pour une conduite plus vigoureuse de la « drôle de guerre ». Il va lui falloir quatre années pour se transformer en majorité de gouvernement.

Autre épreuve pour l'unité des modérés, la ratification du pacte franco-soviétique en février 1936. Flandin, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Sarraut, échoue à convaincre la droite, dont seuls quatre-vingt députés, un sur trois, votent avec Reynaud et Mandel en faveur de la ratification. Les autres considèrent qu'elle ne fait que renforcer le PCF à la veille des élections. Jusqu'en 1939, les modérés seront profondément divisés entre les « réalistes », partisans d'une alliance militaire de revers, et les dogmatiques, rejoints par Flandin, persuadés que Staline cherche avant tout à pousser les pays capitalistes à s'affronter.

Face à la réoccupation militaire de la Rhénanie par Hitler, le 7 mars 1936, Flandin et Mandel, ministres, sont partisans d'une riposte immédiate. L'état-major freine, réclame la mobilisation générale et le soutien britannique. Flandin propose aux Anglais d'adopter des sanctions économiques et militaires à la SDN. Ils refusent, par crainte d'affaiblir l'Allemagne, rempart contre la menace bolchevique. Le gouvernement français renonce à agir seul, poussé par une opinion publique profondément pacifiste.

Écartés du pouvoir par la victoire du Front populaire en juin 1936, les modérés se divisent sur la politique extérieure à suivre, en particulier lors des débats à la Chambre où s'affrontent régulièrement Flandin et Reynaud.

---

<sup>39</sup> *Annales de la Chambre des députés, débats parlementaires*, séance du 27/12/1935, p. 2813.

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 2815.

<sup>41</sup> Georges Wormser, *op. cit.*, p. 192.

Marqué par la crise rhénane, saisi d'une forme de « découragement patriotique »<sup>42</sup>, convaincu que la France ne peut accepter un risque de guerre après la saignée de 1914-1918, Flandin devient le héraut du néo-pacifisme<sup>43</sup> de droite, qui se veut « rationnel » et « tactique »<sup>44</sup>. Pour Flandin, une nation fait la politique que lui permettent son armée et ses moyens militaires : elle ne peut aller au-delà. La France ne peut pas être « le gendarme de l'Europe »<sup>45</sup> et doit se dégager de ses alliances à l'Est. Elle ne doit pas se laisser entraîner par le Front populaire, aux côtés de l'URSS, dans une croisade idéologique contre l'Allemagne. Pour Flandin, proche des *appeasers* Chamberlain et Halifax, l'alliance franco-anglaise « doit constituer en même temps la base et la limite de nos propres engagements en Europe. »<sup>46</sup> Selon lui, dans une Europe promise à une domination économique et politique allemande, la France ne pourra plus jouer les premiers rôles. Adeptes d'une sorte de « neutralisme »<sup>47</sup>, il préconise le repli sur l'Empire et la conduite de « conversations avec l'Italie et l'Allemagne ».<sup>48</sup>

Mandel et Reynaud sont convaincus que seuls la fermeté et le redressement de la France pourront garantir l'équilibre européen et sauver la paix. Ils jugent possible, sinon probable, l'hypothèse d'un prochain conflit. Reynaud ne cesse de réclamer une réforme militaire en faveur d'une force blindée. Ils veulent renforcer les alliances de la France. Avec l'Angleterre d'abord. Reynaud et Mandel sont proches des « conservateurs rebelles », Churchill, Eden, Duff Cooper opposés à l'*appeasement*. Ils sont aussi favorables à un rapprochement militaire avec l'URSS, véritable « mur de soutènement des États de la Petite-Entente »<sup>49</sup>.

À la Chambre et dans la presse, Flandin est de plus en plus violent, au fil du temps, dans ses attaques contre le Front populaire<sup>50</sup> ; il cherche à dissocier radicaux et socialistes. Son anticommunisme viscéral nourrit

<sup>42</sup> Damon Mayaffre, *Le Poids des mots. Le discours de droite et de gauche dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Champion, 2000, p. 580.

<sup>43</sup> Gilles Martinez, « Comment les libéraux sont arrivés à Vichy », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet 1999, p. 576.

<sup>44</sup> Olivier Wieviorka, « Vichy a-t-il été libéral ? Le sens de l'intermède Flandin », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, juillet-septembre 1986, p. 591.

<sup>45</sup> *Annales de la Chambre des députés, op. cit.*, 2<sup>e</sup> séance du 26/02/1938, p. 639.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 639.

<sup>47</sup> Olivier Wieviorka, *op. cit.*, p. 591.

<sup>48</sup> *Annales de la Chambre des députés, op. cit.*, 2<sup>e</sup> séance du 26/02/1938, p. 640.

<sup>49</sup> *Ibidem*, 2<sup>e</sup> séance du 4 décembre 1936, p. 3325.

<sup>50</sup> Arnaud Chomette, « Sauver la France libérale, Pierre-Étienne Flandin entre stratégie centriste et attraction autoritaire », dans Gilles Richard et Gilles Morin (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 117.

ses prises de positions en politique intérieure comme étrangère. Reynaud et Mandel, tout en récusant la politique économique du gouvernement Blum, sont davantage mesurés, poussant l'idée d'un cabinet de large union nationale face à la menace allemande.

### **Reynaud et Mandel : « Contre Hitler, avec n'importe qui »**

En janvier 1938, le chef de l'aile droite des radicaux, l'anticommuniste Georges Bonnet, tente de mettre sur pied un gouvernement de concentration ouvert à Flandin et à ses amis, soucieux comme lui d'orthodoxie financière et d'*appeasement*. La combinaison échoue à cause de la forte opposition des socialistes et de l'aile gauche du parti radical.

En mars 1938, au moment où Hitler se prépare à entrer dans Vienne, Léon Blum, soutenu par Reynaud et Mandel, propose de constituer un gouvernement de « Thorez à Marin », associant tous les partis, sauf l'extrême droite, face au péril allemand. Il obtient l'accord des socialistes, des communistes et des radicaux. Le 12 mars, Blum rencontre les députés de l'opposition pour tenter de les convaincre. Le débat tourne, encore, à l'affrontement entre Reynaud et Flandin. Ce dernier s'oppose, avec véhémence, à tout gouvernement d'unanimité nationale incluant des communistes, dont le vrai but serait d'entraîner le pays dans un conflit idéologique contre l'Allemagne, au risque d'une rupture avec la Grande-Bretagne. Au final, seuls cinq députés modérés, Reynaud, Mandel, Laniel, Jacquinot et Ihuel, contre 152, se prononcent pour accepter la proposition de Léon Blum.

En avril 1938, le radical Daladier cherche, à son tour, à bâtir un cabinet de large union nationale. Il ne parvient à constituer qu'un gouvernement de concentration comprenant Reynaud et Mandel qui ont plaidé pour écarter Flandin. Ce dernier, d'ailleurs, refuse tout accord avec les radicaux tant que l'équivoque du Front populaire n'est pas dissipée. Après la dislocation du Front populaire, fin 1938, l'Alliance soutiendra le gouvernement.

La crise des Sudètes et la conférence de Munich, en septembre 1938, provoquent une crise, suivie d'une scission, chez les modérés.

Tentés de démissionner, Reynaud et Mandel restent au gouvernement, sur les conseils de Churchill, pour peser davantage en faveur d'une ligne de fermeté. À l'inverse, Flandin apparaît comme le « premier Munichois de France »<sup>51</sup>. Pendant toute la crise, mettant son poids de chef de parti en avant, il plaide pour le refus de la guerre et un

---

<sup>51</sup> Damon Mayaffre, *op. cit.*, p. 582.

accord négocié avec l'Allemagne. Satisfait des accords de Munich, il adresse un télégramme de félicitation aux quatre signataires des accords, dont Hitler, pour le maintien de la paix.

Ce geste provoque une grave crise au sein de l'Alliance démocratique. Quatre vice-présidents (Reynaud, le député Rollin, les sénateurs Reibel et Taurines) et plusieurs parlementaires (Gellié, Farjon, Jacquinet, Laniel et Wallach) démissionnent du parti. Pourtant, le congrès national des 12 et 13 novembre 1938 marque le soutien de la très grande majorité des cadres du parti, 1526 mandats sur 1650, à Flandin. « Somme toute, Munich a contribué à renforcer la cohésion du parti, élagué de son aile contestataire. »<sup>52</sup> Reynaud est définitivement isolé au sein de la famille modérée. Au même moment, Mandel prend « conscience de manquer de troupes pour une véritable action politique. Il [regrette] de s'être trompé lorsqu'il [a] cru qu'il aurait plus de poids en refusant de s'affilier à un grand parti organisé ».<sup>53</sup>

Dans l'affrontement entre Reynaud et Flandin, Tardieu, anti-munichois convaincu, partage le souhait du premier d'une politique de fermeté, conduite avec les démocraties anglo-saxonnes, et les préventions du second contre tout accord avec la gauche. En octobre 1938, Blum et le radical Yvon Delbos lui ont fait proposer d'entrer « dans un gouvernement groupant les éléments résistants de tous les partis, la question de la participation communiste restant réservée. Ce gouvernement aurait pour tâches essentielles : faire front au pangermanisme, réorganiser la France. »<sup>54</sup> Tardieu rejette cette proposition, la jugeant peu sérieuse et peu crédible au regard des positions pacifistes défendues jusqu'alors par la gauche. Il préfère se consacrer à la « réfection » des institutions et des mœurs politiques. En fait, Tardieu ne semble pas écarter, en cas de crise grave, un retour à la Clemenceau, lui donnant, comme à ce dernier en 1917, de plus larges marges de manœuvre. Le fait est qu'un Tardieu aurait eu davantage de chances que Reynaud et Mandel d'entraîner la majorité des modérés derrière un gouvernement d'union nationale. Frappé par une attaque cérébrale en juillet 1939, il restera totalement paralysé jusqu'à sa mort en 1945.

Le début de la Seconde Guerre mondiale ne met pas fin aux luttes politiques. Après l'écrasement de la Pologne, un « parti de la paix », rassemblant des élus de tout bord (Laval, Flandin, Bonnet, Déat, Paul

<sup>52</sup> Rosemonde Sanson, « L'alliance démocratique », dans René Rémond et Janine Bourdin (dir.), *La France et les Français*, Paris, Presses de la FNSP, 1978.

<sup>53</sup> Georges Wormser, *op. cit.*, p.219.

<sup>54</sup> André Tardieu, *Notes de semaine. 1938, l'année de Munich*, Paris, Flammarion, 1939, p. 245.

Faure, secrétaire général de la SFIO, Bergery), préconise la recherche d'un compromis avec l'Allemagne.

Le 19 mars 1940, le gouvernement Daladier est contraint à la démission pour n'avoir obtenu que 239 voix contre 300 abstentions lors d'un vote de confiance à la Chambre, résultat d'une coalition de rencontre entre les partisans d'une paix blanche, tels Flandin et ses amis, et ceux, notamment les proches de Reynaud, d'une conduite plus énergique de la guerre.

Chargé de former le gouvernement, Reynaud, appuyé par Mandel, cherche à mettre sur pied un véritable cabinet d'« unanimité nationale ». Les socialistes de Blum acceptent. Mais, en retour, la droite et les modérés refusent de le soutenir. Les radicaux l'appuient mollement. Le vote de confiance, le 22 mars, est étonnement serré pour un scrutin de temps de guerre. Le gouvernement Reynaud obtient 268 voix, dont 153 socialistes et 33 radicales, contre 156, pour 111 abstentions. Une grande majorité de la droite vote contre lui, à cause de la participation des socialistes au gouvernement. Au sein de son propre groupe, Reynaud n'obtient que 8 suffrages contre 22, dont Flandin, et 11 abstentions. Une nouvelle fois, il pâtit de n'avoir pas son parti derrière lui. Au cours des semaines suivantes, il échoue à élargir sa majorité vers la droite. Le 9 mai, le gouvernement est démissionnaire, puis sursoit à cause de l'offensive allemande.

Après le 10 juillet 1940, les destinées de Reynaud, Mandel et Flandin prennent des chemins différents. Les deux premiers sont arrêtés par le nouveau régime et longtemps détenus ensemble. Le 7 juillet 1944, Mandel est assassiné par la milice. Reynaud revient à la politique après la guerre. Flandin est nommé ministre des Affaires étrangères par le maréchal Pétain le 13 décembre 1940, après le renvoi de Laval. Rapidement écarté, il passe en Afrique du Nord en octobre 1942. Arrêté en décembre 1943 pour intelligence avec l'ennemi, il est condamné, en 1946, à 5 ans d'indignité nationale, mais gracié pour services rendus à la Résistance.

Tout au long des années 1930, c'est bien le quadrille formé par Tardieu, Flandin, Reynaud et Mandel qui a guidé l'évolution des modérés. Les affrontements en son sein illustrent la crise que traverse alors cette famille politique et sa difficulté à répondre aux interrogations de ces temps troublés. Car l'existence d'un quadrille de cette nature apparaît bien comme le propre d'une famille politique marquée par une crise de *leadership* et des divisions idéologiques majeures.

La famille modérée restera dominée, sous la IV<sup>e</sup> République, par un autre quadrille, figé cette fois, formé par Antoine Pinay, ami de Flandin,

et Roger Duchet, secrétaire général du CNIP, d'une part, Reynaud et Laniel, d'autre part. Sous la V<sup>e</sup> République, Valéry Giscard d'Estaing s'imposera comme le chef naturel de la famille libérale et, avec lui, une partie des idées de Tardieu. Tardieu qui, pour René Rémond, « jette un trait d'union entre l'orléanisme et le giscardisme » et « illumine le chemin qui relie ces deux âges du libéralisme »<sup>55</sup>.

Autre quadrille marquant à droite, sous la V<sup>e</sup> République cette fois, celui formé dans la décennie 1990 au sein du RPR par Jacques Chirac, Édouard Balladur, Charles Pasqua et Philippe Séguin.<sup>56</sup> Du référendum sur Maastricht aux élections européennes de 1999, en passant par l'élection présidentielle de 1995 et les lendemains de la dissolution de 1997, toutes les alliances et contre alliances se feront jour à l'intérieur d'une formation politique traversée par des forces centrifuges avant que la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 2002 ne lui permette d'imposer l'unité de la droite et d'une partie du centre au sein de l'UMP. Cette unité à laquelle aspiraient déjà, au sein du quadrille, Tardieu et Reynaud dès les années 1930.

---

<sup>55</sup> René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982, p. 182.

<sup>56</sup> Serge Berstein, *Histoire de gaullisme*, Paris, Perrin, 2000.